

produit chez vous, s'il y avait eu à Bakou dans les sphères officielles des politiques plus expérimentés.

II. — a) Dans les questions concernant la politique économique, encore une fois nous n'approuvons pas le caractère général que lui donne le C. C. dans sa résolution et qu'elle a réellement. Je parle du « caractère général » non pas parce que nous serions des partisans de cette politique en tous ses points. Loin de là. Mais je suis obligé d'être bref dans cette lettre ; je n'aborderai donc que l'essentiel en laissant de côté les aspects particuliers.

Le point essentiel de la résolution du C. C. déterminant tout le reste est de n'assigner au fond à toutes les branches de l'industrie lourde d'Etat qu'un rôle d'annexe, de complément aux petites et même aux infimes entreprises rurales. Tout ce qui ne peut trouver à s'employer dans ces entreprises est condamné à la réduction par la prétendue « concentration » ; ce n'est que quand une pareille réduction peut provoquer directement l'indignation de la masse ouvrière condamnée à un long chômage que cette réduction ou « concentration » fait place à des considérations d'ordre politique. Mais il va de soi qu'ainsi la réduction se trouve simplement retardée, sans que soit nullement résolue la question du maintien réel et de l'extension de nos foyers industriels et des forces révolutionnaires prolétariennes.

Celui qui connaît, ne serait-ce que dans les grandes lignes, l'histoire de notre industrie, ou s'y intéresse tant soit peu, se rend aisément compte qu'elle ne compta jamais sur les entreprises rurales, ni dans sa création, ni pour son développement, en ce qui concerne ses branches fondamentales : sidérurgie, constructions mécaniques, extraction du charbon et du pétrole, combustibles en général ; elle reposait sur la construction des chemins de fer, l'établissement des voies fluviales, des routes et chaussées, sur l'extension incessante de toutes les branches industrielles de l'économie nationale, en leur fournissant des machines, du matériel, des outils, etc., sur la croissance de l'économie des villes et sur les grandes ressources réservées à la « défense nationale ». Le monde paysan consommait pour une somme infime comparativement à ces consommateurs et n'était même pas un auxiliaire sérieux pour l'industrie lourde.

Aussi, lorsque maintenant le C. C. annonce que ce marché paysan est une limite que l'industrie d'Etat ne peut franchir, que c'est précisément dans ce sens qu'il résoudra toutes les questions industrielles, nous voyons naturellement dans une telle politique une menace dirigée contre la grande industrie, l'existence même de la classe ouvrière, et dès maintenant contre les avantages immédiats que le prolétariat s'assura par la Révolution d'octobre.

Je puis vous citer ici un exemple concret de la situation qu'une telle politique crée, par exemple pour l'industrie du pétrole de Bakou. Comme nous avons pour le moment d'importantes réserves de pétrole, d'essence et d'huile minérale, comme la demande est jusqu'à maintenant très limitée, conformément au caractère général ci-

dessus signalé de la politique économique d'ensemble du Parti, toute l'industrie du raffinage du pétrole de Bakou et de Grozny se restreindrait et tout le travail de l'industrie pétrolière se concentrerait sur l'obtention du combustible. Cela signifie que nous aurions une réduction inévitable des cadres dans l'industrie pétrolière, et en même temps un affaiblissement numérique de notre base politique.

Tel est le caractère fondamental de la politique économique du Parti, fixée dans la résolution du C. C. pour la plus prochaine période de notre exercice du pouvoir. Il s'y cache à notre avis un grand danger pour les intérêts de la classe ouvrière et l'avenir de l'industrie lourde.

b) Ce danger apparaîtra encore plus pressant si nous examinons un autre facteur de notre politique intérieure au Parti : l'attitude de celui-ci, c'est-à-dire de ses dirigeants, soutenus par la majorité écrasante des membres, en face de la « Nouvelle Politique Economique ».

Jusqu'aux tout derniers temps, ils représentaient cette politique comme une manœuvre socialiste.

Poussés par une nécessité impérieuse, on avait eu l'intention, par cette manœuvre, de donner une certaine liberté à la pression petite-bourgeoise capitaliste de la paysannerie, intimement liée à la bourgeoisie commerçante des villes et des campagnes ; en même temps, on aurait pendant cette période, reconstitué, consolidé avec le maximum d'énergie la base matérielle de notre domination, l'industrie lourde d'Etat ; on aurait commencé sur le marché libre, avec l'aide de l'industrie d'Etat consolidée, la lutte contre la croissance inévitable de la Nep et du capital privé.

A présent, presque personne ne présente cette question sous cet angle. Au contraire nous entendons surtout des formules d'admiration pour cette politique qui nous fut dictée par une force hostile au prolétariat ; c'est là un signe que cette politique de nécessité devient maintenant la vertu politique suprême, c'est-à-dire que l'on cesse de la présenter comme un recul forcé permettant de sauver une grande partie de nos conquêtes. D'autre part, elle prend de plus en plus souvent l'apparence de l'unique politique économique possible pour nous ; elle serait soi-disant la consolidation de toutes les conquêtes d'Octobre, politique qui par sa tendance et par son essence représenterait en elle même un renforcement direct de la dictature du prolétariat.

Ainsi, si vous tenez compte de ce facteur : l'attitude envers la Nep qui n'est en réalité que l'expression directe, immédiate des intérêts des masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes (elle fut d'ailleurs proclamée afin d'en affaiblir la pression politique), la tendance à transformer la grosse industrie en une annexe destinée à satisfaire les besoins des petites entreprises rurales dans leur vie domestique restreinte et ceux des masses paysannes menacées plus fortement encore les conquêtes essentielles de la classe ouvrière.

c) Nous en sommes déjà à plus d'un million de chômeurs pour un million d'ouvriers au travail.

Le développement prochain, accéléré, de